

- nom : Surveillance des stockages de déchets combustibles. - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023 article : 5.3.1.



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC CDS

20, rue Jean Moulin
28700 Béville-le-Comte

Références : VAT20230643
Code AIOT : 0010008145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement CHIMIREC CDS implanté 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte. L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CDS
- 20, rue Jean Moulin 28700 Béville-le-Comte
- Code AIOT : 0010008145
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

– Situation de l'entreprise :

La société CHIMIREC CDS exerce, sur son site de Béville-le-Comte, une activité de collecte, transit, regroupement et pré-traitement de déchets d'activités économiques. Cet établissement emploie 40 personnes.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2011 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3510 : élimination ou valorisation de déchets dangereux, la capacité étant de 77 t/j (autorisation) ;
- 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux, la capacité étant de 1 213,5 t (autorisation) ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 1 193,5 t (autorisation) ;
- 2790-1 : installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de déchets traités étant de 77 t/j et 20 000 t/an (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 12 t/j (autorisation) ;
- 2711-2 : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 100 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2714-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 360 m³ (déclaration) ;
- 2716-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 180 m³ (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2795-2 : lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux : quantité maximale d'eau mise en œuvre : 2 m³/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement comportant une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature ICPE (rubrique IED principale), les meilleures techniques disponibles – traitement des déchets (BREF WT) lui sont applicables dans les conditions définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

– Projets et investissements :

Les travaux d'extension et de réaménagement du site prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2023 sont en cours, ils devraient s'achever courant 2025 (voir point de contrôle n° 12).

L'exploitant déclare qu'il envisage d'acquérir une parcelle située au sud de son site afin d'étendre son établissement. L'inspection des installations classées rappelle que les modifications qui résultent de cette opération doivent préalablement être portées à la connaissance du préfet

d'Eure-et-Loir (extension du périmètre ICPE, modifications des conditions d'exploitation de l'établissement...).

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de l'inspection précédente ;
- émissions dans l'environnement ;
- prévention des accidents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rejets atmosphériques - conduits et traitements	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
13	Dispositions constructives - bâtiment des contenants vides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	Dispositions de lutte contre l'incendie - bâtiment des contenants vides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
17	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
19	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Rejets atmosphériques - réduction des émissions diffuses - broyeurs	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.2	/	Sans objet
10	Rejets aqueux - point de rejet n° 2 - surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.4.2	/	Sans objet
15	Portes piétonnes – alvéoles A7 et A8	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1	/	Sans objet
20	Plan des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	/	Sans objet
21	Surveillance des stockages de déchets combustibles.	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.5.2	/	Sans objet
2	Système de gestion des substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	/	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 21.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	des conduits			
7	Rejets atmosphériques - dispositifs de captation des émissions	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques - surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1	/	Sans objet
11	Rejets aqueux - point de rejet n° 2 - valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.3.1	/	Sans objet
12	Modifications de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2	/	Sans objet
16	Locaux aménagés ou modifiés	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3	/	Sans objet
18	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : - le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement [...].
Constats :

Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente l'acte de cautionnement attestant de la constitution des garanties financières. Ce document est daté du 27/06/2023, le montant indiqué dans cet acte correspond à celui défini par l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 09/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Système de gestion des substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de gestion des entrées et sorties des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux permettant de garantir à tout moment que le site est en conformité avec l'évaluation du classement Seveso transmise à l'administration et se situe sous le seuil haut et le seuil bas du statut Seveso. En particulier, pour chaque déchet dangereux présent sur le site, l'exploitant identifie s'il présente des propriétés de dangers pour la santé, de dangers physiques et de dangers pour l'environnement et détermine les rubriques Seveso associées. Le système de gestion précité indique si l'installation répond à la « règle de dépassement direct seuil bas », à la « règle de dépassement direct seuil haut », à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : <i>Observations du 12 mai 2022 : L'exploitant présente le tableau de détermination de son statut Seveso et l'état de ses stocks de déchets dangereux. Cet état des stocks indique les phrases de risque codifiées qui sont associés aux déchets présents dans l'établissement mais pas les rubriques Seveso auxquelles ils sont associés.</i> <i>En outre, l'exploitant ne dispose pas d'un système de gestion des entrées et sortie des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, lui permettant d'évaluer à tout moment son statut vis-à-vis de la directive Seveso III.</i> <i>Constat du 12 mai 2022 : L'exploitant ne dispose pas d'un système de gestion des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, permettant de connaître les rubriques Seveso qui leur sont associées et de garantir, à tout moment, que le site est en conformité avec l'évaluation du classement Seveso transmise à l'administration (par dépassement direct ou par cumul).</i> L'exploitant présente les dispositions qu'il a mises en œuvre en ce qui concerne l'état de ses stocks de substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, et permettant d'évaluer son statut vis-à-vis de la directive Seveso III : - l'état de ses stocks de substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux, est mis à jour quotidiennement dans son logiciel de suivi. Par sondage, l'exploitant présente l'état des stocks de déchets contenus dans les alvéoles A5 et A12 le jour de l'inspection (cf. point de

<p>contrôle n° 16) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le statut de l'établissement vis-à-vis de la directive Seveso III est vérifié a minima selon une fréquence hebdomadaire. Cette vérification est vérifiée quotidiennement en cas de dépassement de la quantité initialement prise en compte pour l'une des substances présente sur le site ; - la vérification du statut Seveso de l'établissement est tracée par la rédaction d'une fiche justifiant le positionnement de l'exploitant. Ce dernier présente le classeur dans lequel il archive lesdites fiches. Examen par sondage : une fiche de vérification a été réalisée chaque jour ouvré depuis le 02/11/2023. L'exploitant précise que ces vérifications sont réalisées selon une fréquence quotidienne en raison de la présence sur le site d'une quantité de déchets sous forme de poudre plus importante que celle initialement prise en considération lors de la détermination de son statut Seveso. Les fiches examinées concluent au fait que l'établissement n'est pas classé Seveso par dépassement direct ou par règle de cumul. <p>Examen de la fiche de vérification du statut Seveso de l'établissement datée du 08/11/2023 : les informations renseignées sont cohérentes, les calculs sont basés sur l'état des stocks annexé au tableau de calcul. L'inspection des installations classées relève qu'il serait utile que l'état des stocks précise la rubrique Seveso (4XXX) à laquelle chaque déchet est assimilé afin d'améliorer la lisibilité des fiches établies par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>[...] Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Observations du 12 mai 2022 : Visite de la cuve de la zone de stockage des alcools, de la cellule d'entreposage des déchets corrosifs et de la cellule d'entreposage des déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'une cuve de stockage d'alcools de 30 m3 et d'une cuve d'eaux souillées de même volume associées à une même rétention en béton, dont le volume est manifestement supérieur à 30

m3. La rétention précitée est exempte de liquides et de dégradation notable ;

- les déchets corrosifs sont stockés sur des capacités de rétention de volume suffisant. Ces rétentions sont métalliques et sont exemptes de liquides et de dégradation notable ;

- les déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée sont stockés directement sur le sol (en béton revêtu et ne présentant pas de dégradation notable) de la cellule qui leur est dédiée. Ce sol présente une légère contre-pente, toutefois, le volume de liquide pouvant y être retenu est très faible et est manifestement insuffisant vis-à-vis de la quantité de déchets présents et de la capacité d'entreposage de la cellule.

Constat du 12 mai 2022 : Les déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée ne sont pas associés à une capacité de rétention dont le volume est suffisant.

Les déchets d'huile, pâteux, CMR, toxiques et de verrerie souillée sont entreposés dans l'alvéole A7. L'exploitant présente le calcul des besoins en capacité de rétention de cette alvéole basé sur la quantité de déchets liquides qu'elle est susceptible d'accueillir, sur leur caractère inflammable ou non, et sur la capacité des récipients employés : le calcul n'appelle pas d'observation, le besoin est évalué à 6,55 m³.

L'exploitant présente les capacités de rétention dont il dispose dans l'alvéole A7 :

- 4 bacs de rétention spécifiques de 844 l (soit 3,376 m³ au total) ;

- installation d'une barrière de rétention souple d'une hauteur de 5,2 cm au niveau de l'entrée de l'alvéole et de son issue de secours permettant d'assurer une capacité rétention complémentaire de 4,524 m³ sur le sol de ladite alvéole.

Visite de l'installation :

- présence de quatre capacités de rétention métalliques ayant un volume cohérent avec celui annoncé par l'exploitant, situées au fond de l'alvéole A7, disposées sur deux niveaux à proximité de l'issue de secours. L'exploitant a placé les déchets liquides contenant des isocyanates sur ces dispositifs ;

- présence, au niveau de l'accès principal et de l'issue de secours de l'alvéole A7, d'une bavette souple fixée au sol et d'une hauteur cohérente avec celle annoncée par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant rappelle qu'en situation définitive l'alvéole A7 sera associée à une rétention déportée qui sera mise en place dans le cadre des travaux d'extension et de réaménagement de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes

Prescription contrôlée :

[...] Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

-Extincteurs : Annuelle

-Robinets d'incendie armés (RIA) : Annuelle

<ul style="list-style-type: none"> -Postes incendie additivés (PIA) : Annuelle -Installations de désenfumage : Annuelle -Portes coupe-feu : Annuelle -Installations de détection incendie et explosion : Semestrielle - Systèmes d'extinction automatique : Semestrielle
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observations du 12 mai 2022 : Examen des rapports de vérification suivants :</p> <p>[...] - RIA et PIA : vérification réalisée par la société TYCO le 23/11/2021. Quatre observations sont formulées dans ce rapport. L'exploitant a tracé dans le rapport la réalisation des travaux de correction de deux des déficiences relevées. Toutefois deux de ces défauts n'ont pas fait l'objet d'actions correctives ;</p> <p>[...] - système de détection incendie : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 23/12/2021. Toutefois l'exploitant ne dispose pas du rapport de vérification de son installation de détection d'incendie mais uniquement de bons d'intervention ;</p> <p>- système d'extinction automatique : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 23/12/2021. Une fuite est signalée sur le surpresseur. L'exploitant a reçu un devis concernant les travaux de réparation de cet équipement (nécessite un retrait temporaire du surpresseur), toutefois il ne l'a pas accepté car il souhaite le faire réparer sur place afin d'éviter d'indisponibiliser entièrement son système d'extinction [...].</p> <p>Constat du 12 mai 2022 : L'exploitant a partiellement traité les déficiences affectant ses robinets d'incendie armés (RIA) et n'a pas résorbé la fuite affectant le surpresseur de son système d'extinction automatique. Par ailleurs, il ne dispose pas du rapport de vérification de son installation de détection d'incendie mais uniquement de bons d'intervention.</p> <p>L'exploitant présente le bon d'intervention du 19/07/2022 concernant la réparation de la fuite affectant le surpresseur de son système d'extinction automatique.</p> <p>Examen des rapports de vérification suivants :</p> <p>- RIA et PIA : vérification réalisée par la société TYCO le 05/05/2023 et attestation Q5 associée. Une observation est formulée dans des documents : pression insuffisante affectant l'un des RIA. Toutefois l'exploitant présente un courriel envoyé par la société TYCO le 01/06/2023 qui précise que le RIA indiqué comme étant défectueux est en fait conforme. L'inspection des installations classées signale qu'il serait utile que l'exploitant demande en conséquence une révision du rapport de contrôle et de l'attestation Q5 associée ;</p> <p>- système de détection incendie : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 15/06/2023. L'exploitant dispose du rapport de vérification correspondant et l'attestation Q7 associée. Ces documents signalent que l'un des détecteurs incendie est défectueux. L'exploitant a précisé sur le rapport que ce détecteur a fait l'objet d'un remplacement le 05/07/2023 ;</p> <p>- système d'extinction automatique : vérification réalisée par la société DESAUTEL le 15/06/2023. Pas d'observation formulée dans ce rapport.</p> <p>L'exploitant déclare que la prochaine vérification de son système de détection incendie et de son système d'extinction automatique est prévue le 05/12/2023.</p> <p>Visite de l'installation :</p> <p>- l'exploitant présente le détecteur incendie remplacé. La centrale de détection incendie ne</p>

signale aucun détecteur en défaut ; - le surpresseur du système d'extinction automatique ne présente pas de fuite visible, absence de voyant signalant un défaut sur l'armoire électrique associée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques - conduits et traitements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduit n° 1 : Broyeur de parfums ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV par une tour de lavage à eau sur une colonne d'absorption.</p> <p>Conduit n° 2 : Broyeurs d'emballages et matériaux souillés (EMS) ; Traitement des poussières par un dispositif de filtration ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...].</p> <p>Conduit n° 3 : Alvéole A10 (stockage temporaire des solvants non-chlorés), postes de pompage et de déconditionnement, événements des cuves de stockage des déchets liquides ; Traitement des COV si les caractéristiques du rejet l'imposent [...].</p> <p>[...] L'exploitant met en place des capteurs de pression permettant de vérifier le bon fonctionnement de chacun des dispositifs de traitement de ses effluents gazeux. En cas d'atteinte d'un seuil d'alerte, une alarme avertit l'exploitant du dysfonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les événements des cuves de stockage de déchets liquides (éthanol, eaux souillées) ne sont pas associés à un dispositif de captation et de rejet canalisé à l'atmosphère.</p>
<p>Observations :</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions atmosphériques du broyeur de parfum sont captées et rejetées par l'atmosphère via un conduit (conduit n° 1). Présence sur ce conduit d'une tour de lavage à eau sur colonne d'absorption, d'un dispositif de filtration et d'un extracteur ; - les émissions atmosphériques des broyeurs EMS sont captées et rejetées par l'atmosphère via un conduit (conduit n° 2). Présence sur ce conduit d'un dispositif de filtration et d'un extracteur. L'exploitant n'a pas réalisé de mesure de concentration en COV (cf. point de contrôle n° 7), la nécessité de mettre en œuvre un traitement de ces composés n'a donc pas été évaluée ; - les deux dispositifs de filtration précités sont équipés de capteurs de pression en amont et en aval, en cas de différentiel de pression indiquant un colmatage un voyant signale un défaut sur l'armoire électrique associée ; - l'exploitant déclare que les conduits n° 1 et n° 2 ont été conçus en prenant en considération le futur déplacement des broyeurs dans le cadre des travaux de réaménagement et d'extension de l'établissement ; - les événements des cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées ne sont pas associées à un conduit de rejet à l'atmosphère. L'exploitant déclare que ces cuves doivent être déplacées lors des travaux précités et que le conduit n° 3 (qui doit également capter les effluents gazeux d'installations créées durant ces travaux) sera mis en place à cette occasion. L'inspection des installations classées relève en outre le fait que les meilleures techniques disponibles applicables au site en

vertu de son classement IED ne concernant pas lesdits événements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques - caractéristiques des conduits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
Prescription contrôlée : Conduit n° 1 : hauteur 10 m, diamètre 300 mm [...]. Conduit n° 2 : hauteur 10 m, diamètre 425 mm [...]. Conduit n° 3 : hauteur 10 m, diamètre 300 mm [...].
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le plan contenu dans le dossier des ouvrages exécutés concernant les conduits n° 1 et 2 : - conduit n° 1 : la hauteur du point de rejet au niveau du bas du conduit est de 10 m, le diamètre indiqué est 302 mm (soit 300 mm de diamètre intérieur) ; - conduit n° 2 : la hauteur du point de rejet au niveau du bas du conduit est de 10 m, le diamètre indiqué est 427 mm (soit 425 mm de diamètre intérieur). Visite de l'installation : il n'est pas relevé d'incohérence entre les conduits réalisés et les caractéristiques précisées dans le dossier des ouvrages exécutés précité. Voir le point de contrôle n° 5 en ce qui concerne le conduit n° 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques - dispositifs de captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 21.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
Prescription contrôlée : [...] Les broyeurs de parfum et broyeurs d'emballages et matériaux souillés sont munis de dispositifs de capotage adaptés. En particulier le capotage du broyeur de parfum est en plastique antistatique ou en tôle acier reliée à la terre. Les dispositifs de captations des émissions diffuses de COV et de poussières sont les suivants : - broyeurs de parfum et broyeurs d'emballages et matériaux souillés : dispositifs d'aspiration adaptés dans et sous la chambre de broyage ; - poste de déconditionnement des petits contenants : mur aspirant ; - poste de pompage : aspiration par un bras articulé ; - événements des cuves de stockage des déchets liquides : aspiration au-dessus des événements des cuves ;

- alvéole A10 (stockage temporaire des solvants non-chlorés) : ventilateur centrifuge (dispositif commun avec les postes de pompage et de déconditionnement, et les événements des cuves de stockage des déchets liquides). [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Visite de l'installation : - les broyeurs de parfum et EMS sont munis de dispositifs de capotage ; - le capotage du broyeur de parfum est en tôle métallique et relié à la terre par liaison équipotentielle ; - présence de dispositifs de captation des émissions atmosphériques des issues des broyeurs précités. L'exploitant déclare que les extracteurs des conduits n° 1 et 2 sont asservis au démarrage des broyeurs, et qu'ils s'arrêtent 10 min après la fin des campagnes de broyage afin de capter les émissions résiduelles ; - le poste de déconditionnement, le poste de pompage et l'alvéole A10 n'ont pas été mis en place par l'exploitant. Ces installations seront créées dans le cadre des travaux de réaménagement et d'extension de l'établissement. Voir le point de contrôle n° 5 en ce qui concerne les événements des cuves de stockage des déchets liquides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets atmosphériques - surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets des conduits n° 1 et n° 2 dans les conditions suivantes : - Débit ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...] ; - Poussières ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 13284-1 [...] ; - COVT ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...] ; - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...] ; - COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : semestrielle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...]. L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement une surveillance des rejets du conduit n° 3 dans les conditions suivantes : - Débit ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN ISO 16911-1 ou FD X43-140 [...] ; - COVT ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : NF EN 12619 [...] ; - COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de mesure : FD X43-319 [...] ; - COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 ; Fréquence : annuelle ; Méthode de

mesure : FD X43-319 [...].
[Pour chaque polluant : valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant déclare que les mesures des rejets atmosphériques des deux conduits qu'il a mis en place (n° 1 et 2) sont prévues le 30/11/2023 (soit avant l'échéance du 09/12/2023). L'exploitant présente le bon de commande afférent à la réalisation de ces mesures ainsi que l'offre technique associée : - le prestataire choisi fait référence aux méthodes de mesure prescrites, le laboratoire auquel il fait appel est accrédité COFRAC en ce qui concerne les analyses à réaliser ; - l'inspection des installations classées signale que les paramètres "COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998" et "COVNM présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351" ne sont pas explicitement mentionnés dans l'offre examinée. L'exploitant déclare qu'il va en informer son prestataire et que lesdits paramètres feront bien l'objet d'une mesure ; - les autres paramètres prescrits sont explicitement mentionnés dans l'offre examinée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets atmosphériques - réduction des émissions diffuses - broyeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 2.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les émissions atmosphériques diffuses. En particulier : [...] - les contenants de déchets sont fermés, les bennes sont fermées ; [...] - les équipements de broyage font l'objet d'une maintenance adéquate afin d'optimiser le temps de broyage ; - les équipements de broyage sont équipés de dispositifs de brumisation pour éviter les émissions diffuses de poussières ; - les vis sans fin des broyeurs sont totalement capotées ; - les bennes de stockage des déchets broyés sont fermées après les opérations de broyage ; - les contenants de réception des matières issues des broyeurs sont ajustés afin de limiter la hauteur de chute des matières prétraitées ; - la récupération des jus issus des opérations de broyage s'effectue dans un bac de récupération couvert de 1 m ³ situé sous les broyeurs, puis, selon leur nature, les jus sont acheminés par un réseau de tuyauterie vers des cuves de stockage ou stockés en conteneurs de 1 m ³ ; [...] - les installations du site sont ainsi nettoyées à une fréquence hebdomadaire. Le nettoyage des machines (broyeurs, presses) est effectué sans solvant, avec des copeaux de bois [...].
Constats : L'exploitant ne ferme pas les bennes de stockage de déchets broyés après chaque opération de broyage.

Observations :

L'exploitant présente les consignes de maintenance de ses broyeurs, elles prévoient notamment la réalisation de divers contrôles selon une fréquence mensuelle, ces contrôles font l'objet d'un enregistrement (l'exploitant présente les fiches attestant de leur réalisation). Par ailleurs, un nettoyage de ces dispositifs est réalisé selon une fréquence quotidienne en fin de poste, l'exploitant déclare que cette opération consiste à vider les broyeurs et ne nécessite pas la mise en œuvre de solvant.

Visite de l'installation :

- les bennes de déchets entreposées en extérieur sont fermées ;
- le broyeur de parfum, ainsi que les broyeurs EMS sont munis d'un dispositif de brumisation en partie haute ;
- la vis sans fin des broyeurs est totalement capotée ;
- les bennes de stockage de déchets broyés sont ouvertes alors qu'aucune opération de broyage n'est en cours ;
- les exutoires des déchets broyés sont ajustés à la hauteur des bennes dans lesquels ils sont rejetés ;
- par sondage, examen du broyeur de parfum : présence sous le broyeur d'une zone capotée dédiée à la mise en place d'une cuve métallique de 1 m³ destinée à la récupération des jus (en l'absence d'opération de broyage en cours, cette cuve n'est pas en place lors de l'inspection). Une pince permet de raccorder cette cuve à la terre par liaison équipotentielle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets aqueux - point de rejet n° 2 - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé par le ministre chargé de l'environnement les contrôles suivants en concentration et en flux journalier au moyen de prélèvements moyens sur 24 h :

Point n° 2 :

- Débit instantané : mensuelle ;
- Température : mensuelle ;
- pH : mensuelle ;
- MES : mensuelle ;
- DCO* : mensuelle ;
- COT* : mensuelle ;
- DBO5 : mensuelle ;
- Hydrocarbures totaux : mensuelle ;
- Azote total : mensuelle ;
- Phosphore total : mensuelle ;
- Cadmium : mensuelle ;
- Zinc : mensuelle ;
- Mercure : mensuelle ;
- Indice phénol : mensuelle ;
- PFOA : semestrielle ;

- PFOS : semestrielle.
[...] * La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.
Constats : L'exploitant ne procède pas au suivi des hydrocarbures totaux (coupe C5-C40) dans ses effluents liquides (il a procédé au suivi de l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40)).
Observations : Examen des deux derniers rapports d'analyse des eaux rejetées au point n° 2 réalisés par un organisme accrédité COFRAC (prélèvements réalisés du 27 au 28/09/2023 et du 18 au 19/10/2023) : - le suivi réalisé au moyen d'un prélèvement ponctuel sur 24 h ; - l'exploitant a fait analyser l'indice hydrocarbures (coupe C10-C40, code Sandre 7007) et non les hydrocarbures totaux (coupe C5-C40, code Sandre 7009). Il déclare que le rapport d'analyse du prélèvement réalisé du 18 au 19/10/2023 est provisoire et qu'une analyse des hydrocarbures volatils (coupe C5-C10) est en cours afin de le compléter et d'y faire figurer les hydrocarbures totaux ; - l'exploitant a fait procéder à l'analyse de la totalité des autres polluants (y compris les PFOA et PFOS pour le prélèvement réalisé du 27 au 28/09/2023) ; - en ce qui concerne les métaux, l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE du 22/02/2023 indique que les méthodes de référence sont NF EN ISO 15587-1 (mai 2002) pour le Cadmium et le Zinc et NF EN ISO 12846 (juin 2012) ou NF EN ISO 15587-1 (mai 2002) pour le Mercure. Or les méthodes employées dans le cadre des analyses réalisées sont NF EN ISO 17294-1 et 2 pour le pour le Cadmium et le Zinc et NF EN ISO 17852 pour le Mercure. Le prestataire en charge des analyses démontre que ces méthodes, pour lesquelles il dispose d'une accréditation COFRAC, sont équivalentes à celles mentionnées dans l'avis précité et font notamment référence à ces dernières en ce qui concerne la méthode de minéralisation employée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets aqueux - point de rejet n° 2 - valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'environnement
Prescription contrôlée : [...] Point de rejet référencé n° 2 : - température maximale : 30 °C ; - pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; - débit maximum horaire : 20 l/s, soit 72 m³/h. - MES : 35 mg/l ; 60 kg/j ; - DCO* : 125 mg/l ; 216 kg/j ; - COT* : 60 mg/l ; 104 kg/j ; - DBO5 : 100** mg/l ; 52 kg/j ; - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; 9 kg/j ; - Azote total : 25 mg/l ; 43 kg/j ; - Phosphore total : 10 mg/l ; 17 kg/j ;

<ul style="list-style-type: none"> - Cadmium : 0,025 mg/l ; 0,432 kg/j ; - Zinc : 1 mg/l ; 1,728 kg/j ; - Mercure : 0,005 mg/l ; 0,008 kg/j ; - Indice phénol : 0,2 mg/l ; 0,345 kg/j. <p>[...] ** Concentration maximale en DBO5 ramenée à 30 mg/l si le flux journalier excède 30 kg/j. [...]</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Examen des deux derniers rapports d'analyse des eaux rejetées au point n° 2 réalisés par un organisme accrédité COFRAC (prélèvements réalisés du 27 au 28/09/2023 et du 18 au 19/10/2023) : les valeurs limites d'émission en concentration et en flux prescrites sont respectées (pour le paramètre HCT, l'écart important entre la mesure de l'indice hydrocarbure et la valeur limite d'émission prescrite permet de s'assurer du respect de cette dernière). L'inspection des installations classées relève que les flux mesurés sont nuls en raison d'une absence de pluie lors des prélèvements (les pompes du bassin de régulation n'ont donc pas fonctionné). Elle signale à l'exploitant qu'il serait opportun que les prélèvements soient réalisés, dans la mesure du possible, lors d'un jour de pluie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Modifications de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour la liste des installations existantes modifiées et restant à modifier.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le plan de son établissement faisant apparaître les locaux créés ou réaménagés : <ul style="list-style-type: none"> - le bâtiment de stockage des contenants vides a été construit et mis en service ; - l'alvéole A5 (entreposage de déchets non-dangereux) a été réaménagée ; - l'alvéole A12 (entreposage de déchets d'aérosols) a été créée et mise en service. Par ailleurs, l'exploitant présente également la planification des travaux d'extension et de réaménagement de son établissement : <ul style="list-style-type: none"> - la phase préparatoire est en cours et devrait s'achever en mars 2024, elle comprend notamment l'élargissement de la zone d'entreposage des bennes située en limite ouest du site (en cours lors de l'inspection), la création du bunker dédié aux piles, l'aménagement des installations du bassin versant n° 2 ; - les travaux d'extension du bâtiment principal débiteront en avril 2024 et devraient être terminés fin novembre 2024 ; - le réaménagement du bâtiment existant sera réalisé de novembre 2024 à mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Dispositions constructives - bâtiment des contenants vides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] Bâtiment de stockage des contenants vides : <ul style="list-style-type: none">- Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).- Toiture : charpente métallique et bac acier :- Dalle béton et charpente métallique, murs en bac acier. [...] Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les matériaux mis en œuvre pour la construction du bâtiment de stockage des contenants vides répondent à la classe A1 selon NF EN 13 501-1. Il doit également démontrer que le revêtement en enrobé mis en place assure une étanchéité du sol équivalente à celle d'une dalle béton en cas de situation accidentelle.
Observations : Visite du bâtiment de stockage des contenants vides : <ul style="list-style-type: none">- les murs et la toiture sont réalisés en bac acier reposant sur une charpente métallique ;- le sol est constitué d'un revêtement en enrobé. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs attestant que les matériaux employés pour la construction de ce bâtiment répondent à la classe A1 selon NF EN 13 501-1. En outre, il doit démontrer que le revêtement de sol mis en œuvre assure un niveau d'étanchéité équivalent à celui d'une dalle béton en situation accidentelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Dispositions de lutte contre l'incendie - bâtiment des contenants vides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]
Constats : Le bâtiment de stockage des contenants vides n'est pas doté d'un dispositif de détection incendie.
Observations : L'étude de dangers contenue dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant déposé le

8 décembre 2021 et complété le 9 septembre 2022 et le 25 octobre 2022 précise que : "la détection fumée est présente sur tout le site tandis que la détection flamme est présente au niveau des broyeurs et de la fosse à déchets".

En outre, le courrier, en date du 11 mai 2022, portant à la connaissance du Préfet d'Eure-et-Loir la construction du bâtiment de stockage des contenants vides précise que "la détection incendie sera mis[e] en œuvre".

Visite du bâtiment de stockage des contenants vides : absence de dispositif de détection incendie.

L'exploitant déclare qu'il va entreprendre les actions nécessaires pour mettre en œuvre ladite détection incendie.

Par ailleurs, le courrier précité précise que le bâtiment disposera "d'un exutoire de fumée".

Visite du bâtiment de stockage des contenants vides : présence de deux trappes de désenfumage en point haut de la toiture et d'une commande située à proximité de l'issue du bâtiment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Portes piétonnes – alvéoles A7 et A8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

[...] zone divisée en neuf alvéoles (numérotées A2 à A9 et A11) dotées [...] pour les alvéoles A5 à A9 d'une porte piétonne coupe-feu de degré EI 60 [...] donnant sur le couloir séparant les zones n° 3 et n° 1 (locaux administratifs) du bâtiment [...].

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les portes piétonnes équipant les alvéoles A7 et A8 sont coupe-feu de degré EI 60 .

Observations :

Par sondage, examen des portes piétonnes des alvéoles A7 et A8 :

- elles portent une étiquette attestant qu'elles font l'objet d'une vérification périodique ;
- elles ne portent pas d'affichage précisant leur degré de résistance au feu.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des éléments justifiant le degré de résistance au feu des portes examinées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Locaux aménagés ou modifiés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Alvéole A5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature des produits stockés : déchets non-dangereux ; - Quantité : déchets non-dangereux en mélange : 30 t ; huiles alimentaires : 15 t ; déchets de médicaments : 10 t ; Papiers/cartons : 10 t ; - Îlotage : surface de l'alcôve : 145 m² ; la hauteur des stockages est limitée à 4,2 m ; - Rétention : pas de disposition spécifique. <p>[...] Alvéole A12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature des produits stockés : aérosols et extincteurs ; - Quantité : aérosols : 15 t ; extincteurs : 1 t ; - Îlotage : alcôve délimitée par une cage de stockage (prévention des missiles) ; - Rétention : pas de disposition spécifique. <p>[...] Bâtiment de stockage des contenants vides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature des produits stockés : contenants métalliques vides et contenants plastiques vides ; - Quantité : contenants métalliques vides : 600 m³ ; contenants plastiques vides : 600 m³ ; - Îlotage : les contenants métalliques vides sont entreposés sur une surface de 150 m² et une hauteur maximale de 4 m en partie ouest du bâtiment ; les contenants plastiques vides sont entreposés sur une surface de 150 m² et une hauteur maximale de 4 m en partie est du bâtiment ; - Rétention : pas de disposition spécifique.
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant présente l'état des stocks des déchets contenus dans les locaux suivants le jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alcôve A5 : déchets non-dangereux en mélange : 24,802 t ; huiles alimentaires : 0,25 t ; déchets de médicaments : absence ; papiers/cartons : 21,218 t (l'exploitant précise que cette quantité correspond à une erreur d'affectation d'un lot de déchets et que ces papiers/cartons ne sont pas contenus dans l'alcôve A5) ; - alcôve A12 : aérosols : 4,567 t ; extincteurs : 0,204 t. <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alcôve A5 : la quantité de déchets présente est cohérente avec celle indiquée dans l'état des stocks, absence de quantité significative de déchets de papier/carton. La surface de l'alcôve est cohérente avec celle prescrite, la hauteur de stockage maximale de 4,2 m prescrite est matérialisée par des marquages sur les parois de l'alcôve (elle n'est pas atteinte) ; - alcôve A12 : la quantité de déchets présente est cohérente avec celle indiquée dans l'état des stocks. Cette alcôve est délimitée par une cage métallique ; - bâtiment des contenants vides : la surface du bâtiment est cohérente avec celle présentée sur le plan du dossier de demande d'autorisation, les zones de 150 m² dédiées au stockage des contenants plastique vides et des contenants métalliques vides sont matérialisées au sol, la hauteur de stockage maximale de 4 m prescrite est matérialisée par des marquages sur les poutres métalliques du bâtiment (elle n'est pas atteinte), les contenants métalliques sont regroupés dans la zone ouest du bâtiment tandis que les contenants plastiques sont regroupés dans sa zone est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le plan des zones de danger internes à l'établissement est incomplet, en outre les zones à risque ne sont pas précisément repérées et la fréquence d'apparition du risque n'est pas précisée. Par ailleurs les zones de danger ne sont pas systématiquement matérialisées sur le site et les consignes afférentes ne sont pas systématiquement indiquées à l'entrée de ces zones.
Observations : Examen du plan des zones de danger internes à l'établissement présenté par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- les parties de l'établissement situées à l'extérieur du bâtiment existant ne sont pas représentées (en particulier : absence des cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées, des bennes de stockage de déchets situées en extérieur, du bâtiment de stockage des contenants vides) ;- les zones de danger situées dans le bâtiment existant sont représentées par divers pictogrammes (risque incendie, explosion, émanations toxiques), toutefois les zones concernées par ces risques ne sont pas précisément délimitées et la fréquence d'apparition des risques n'est pas précisée (notamment en ce qui concerne la formation d'atmosphères explosibles). Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none">- les risques relatifs à l'alvéole A12 sont indiqués sur sa porte d'accès, les consignes afférentes sont affichées ;- la zone à risque liée au broyeur de parfum n'est pas matérialisée, les consignes afférentes ne sont pas précisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :
L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]
Constats :
Pas de non-respect constaté.
Observations :
L'exploitant présente l'état de ses stocks de déchets le jour de l'inspection : la localisation des différents déchets est précisée dans cet état des stocks, en outre l'exploitant dispose d'un plan du site précisant l'emplacement des différentes zones de stockage.
L'exploitant déclare qu'il ne détient pas d'autres produits dangereux que ceux présents dans les déchets qu'il entrepasse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins deux poteaux incendie publics situés à proximité de l'établissement, permettant chacun de disposer d'un débit d'eau minimal non-simultané de 60 m³/h sous 1 bar durant deux heures ; - une réserve d'eau de 360 m³ au minimum située dans la zone nord-ouest du site. L'exploitant s'assure que cette réserve est disponible en permanence. Trois aires de stationnement de 32 m² (8 x 4 m) accessibles en toute circonstance, via un cheminement stabilisé de 3 m de largeur et de 3,5 m de hauteur minimum, sont accolées perpendiculairement à cette réserve, pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS ; [...] - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par une réserve d'eau de 133 m³ réalimentée par le réseau d'eau potable ; - une réserve d'émulseur de 2 m³ adapté au risque alimentant les systèmes d'extinction additivés ; - deux pomperies incendie adaptées permettant d'alimenter le réseau précité ; - des systèmes d'extinction automatique d'incendie adaptés au risque à défendre équipant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la fosse de réception, les deux broyeurs et leurs armoires électriques, la vis sans fin de chargement des bennes et les bennes de la zone 6 (extinction à l'eau additivée et, pour les armoires électriques par étouffement au gaz) ; [...] ◦ les deux cuves dédiées au stockage d'alcools, la cuve dédiée au stockage des solvants non-chlorés (une couronne d'aspersion à l'eau par cuve) [...]. <p>[...] Les dispositifs de pompage, ainsi que les réserves en eau et en émulseur nécessaires aux systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus de manière à ce que leur fonctionnement ne soit pas affecté par un incendie survenant dans les secteurs qu'ils défendent.</p> <p>[...]</p>

Constats :

En l'absence de matérialisation des trois aires de stationnement dédiées aux secours extérieurs, l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer qu'elles sont disponibles en permanence.

Par ailleurs la cuve de stockage d'alcool n'est pas dotée d'une couronne d'aspersion à eau.

Observations :

Observations du 12 mai 2022 : [...] la zone de broyage et la trémie du broyeur sont pourvus d'un système d'extinction d'incendie à mousse. Ce système est situé à proximité de la fosse de stockage et à proximité de l'un des broyeurs, ainsi il convient que l'exploitant s'assure qu'il reste fonctionnel en cas d'incendie (exposition aux effets thermiques, arrosage des installations électriques).

Constat du 12 mai 2022 : L'exploitant doit s'assurer que le système d'extinction automatique de la zone de broyage est fonctionnel en cas d'incendie (exposition aux effets thermiques, arrosage des installations électriques).

L'exploitant présente le plan des poteaux incendie externes au site sur lesquels il s'appuie pour sa défense incendie : trois poteaux incendie sont situés à proximité immédiate de l'établissement. Les derniers résultats d'essai de ces dispositifs sont reportés sur ce plan : deux d'entre eux délivrent un débit de 60 m³/h sous 1 bar (données communiquées par courriel par la collectivité).

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant devrait disposer du rapport d'essai de ces équipements afin de pouvoir vérifier les conditions de réalisation et la durée de l'essai.

Visite de l'installation :

- présence d'une réserve d'eau de 360 m³ (bâche souple) située dans la zone nord-ouest du site, la zone correspondant aux trois emplacements réservés aux secours extérieurs de 8 x 4 m chacun accolés perpendiculairement à la réserve est libre le jour de l'inspection, toutefois ces emplacements ne sont pas matérialisés ce qui ne permet pas de garantir qu'ils sont libres en permanence. Cette zone est accessible par une voirie de plus de 3 m de largeur et libre d'obstacle en hauteur à partir du portail situé au nord-ouest de l'établissement ;
- présence de deux conteneurs de 1 m³ d'émulseur situés à proximité immédiate de la bâche souple précitée ;
- présence d'un local abritant la pomperie incendie du site séparé du reste de l'établissement par un mur de parpaings ;
- la seconde pomperie incendie, qui sera associée à la réserve d'eau de 133 m³ prescrite, concerne les zones de l'établissement qui seront créées ou réaménagées dans le cadre des travaux en cours, ces dispositifs ne sont donc pas installés le jour de l'inspection ;
- présence d'un réseau de buses d'aspersion reliées au réseau d'extinction automatique d'incendie au niveau de la fosse de réception des déchets à broyer, des deux broyeurs EMS et de la vis sans fin de chargement des bennes. Présence d'une réserve d'émulseur connectée au système précité dans la zone de broyage, l'exploitant justifie que ce dispositif n'est pas susceptible d'être affecté par les effets d'un incendie en raison de la rapidité de mise en œuvre de l'extinction automatique, il précise toutefois qu'il sera déplacé dans le cadre des travaux en cours ;
- la zone n° 6 (future zone de broyage des EMS) n'est pas aménagée le jour de l'inspection, elle sera créée dans le cadre des travaux en cours ;
- absence de couronne d'aspersion à eau de la cuve de stockage d'alcool existante (la seconde sera ajoutée dans le cadre des travaux en cours).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 20 : Plan des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Le plan des moyens de lutte contre l'incendie n'est pas à jour et est incomplet.
Observations : L'exploitant présente le plan répertoriant les moyens de lutte contre l'incendie présents dans son établissement : <ul style="list-style-type: none">- les parties de l'établissement situées à l'extérieur du bâtiment existant ne sont pas représentées (en particulier : absence de la réserve incendie, de la zone des cuves de stockage d'éthanol et d'eaux souillées, de la zone d'entreposage des bennes de stockage de déchets située en extérieur, du bâtiment de stockage des contenants vides) ;- les portes coupe-feu ne sont pas représentées ;- certains équipements ne sont pas représentés ou ne sont pas correctement placés sur le plan (absence du réseau et de la pomperie du système d'extinction automatique, visite de l'installation : un RIA est représenté sur le plan en lieu et place du dispositif d'injection d'émulseur situé dans la zone de broyage). Le plan précité est affiché en divers emplacement sur le site. Il est également aisément consultable en version électronique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Surveillance des stockages de déchets combustibles.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise, au plus tôt 2 heures après l'admission du dernier déchet, une ronde d'inspection avant fermeture du site (le soir et le week-end) afin, notamment, d'identifier les éventuels points chauds. En l'absence de présence humaine permanente, les stockages de déchets combustibles couverts par le réseau de détecteurs d'incendie sont équipés d'une télésurveillance avec possibilité de visualisation à distance. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas fait installer le système permettant de visualiser à distance les zones de stockage de déchets combustibles de l'établissement.
Observations : L'exploitant présente les modalités de vérification qu'il a mises en place afin d'identifier les éventuels points chauds avant chaque fermeture de l'établissement : <ul style="list-style-type: none">- il s'est doté d'une caméra thermique portable, il présente le fonctionnement de ce dispositif au cours de l'inspection (par sondage, vérification de l'absence de point chaud dans l'alvéole A12 :

essai concluant) ;

- une inspection visant à détecter les éventuels points chauds est réalisée par l'exploitant avant chaque fermeture de l'établissement, environ 2 heures après l'admission du dernier déchet. Une température d'alerte est déterminée à partir de la température ambiante de l'établissement au moment de la visite. Le résultat de cette inspection est reporté sur une fiche de contrôle qui précise la température d'alerte et trace les températures relevées dans chaque zone de l'établissement, ainsi que la date et l'heure de la vérification. **L'inspection des installations classées indique que cette fiche pourrait utilement préciser l'heure de la dernière admission de déchet de la journée ;**

- par sondage, examen du classeur dans lequel l'exploitant archive les fiches de contrôle précitées : présence de fiches de contrôles dûment renseignées concernant chaque jour ouvré depuis le 02/11/2023.

Par ailleurs l'exploitant déclare qu'il a mis en place une astreinte (7 jours sur 7 et 24 heures sur 24). En cas de détection d'incendie l'agent d'astreinte est prévenu sur son téléphone, par ailleurs il sera possible (après mise en place de ce dispositif) de visualiser sur son téléphone les vidéos issues des caméras de surveillance.

L'exploitant présente la commande, signée le 09/10/2023, concernant le déploiement d'un réseau de caméras de surveillance permettant de visualiser les stockages de déchets combustibles. Il précise que ces équipements seront installés en décembre 2023.

L'exploitant déclare également que la fosse de réception des déchets à broyer qui sera aménagée dans le cadre des travaux en cours (dans la future zone n° 6) sera surveillée par une caméra thermique.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet